

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'Offres Ouvert sur Offres de prix

N° 08/2023

OBJET :

**ACHAT ET INSTALLATION DE MATERIEL TECHNIQUE POUR LE
COMPTE DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA
PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (INPPLC)**

Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur Offres de prix (séance publique), en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ENTRE :

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) sise à Immeuble HIGH-TECH Hall B Avenue Annakhil, 4^{ème} et 3^{ème} étage Hay Ryad- Rabat, dûment représentée par Monsieur Mohammed Bachir RACHDI en sa qualité de Président.

Ci-après désignée par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION » ou « L'INPPLC » ou « Maître d'ouvrage » ou « MO ».

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

La société

Représentée par Monsieur (Madame).....En qualité de

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

1. Cas de personne physique

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

2. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention) :

- **Membre 1 :**

M. qualité
Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
N° de patente
Registre de commerce de sous le n°
Affilié à la C.N.S.S sous le n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)
Ouvert auprès de

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

- **Membre n :**

(Servir les renseignements le concernant)

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)
Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR»

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

3. Cas d'un auto-entrepreneur

Auto-entrepreneur: M :
..... qualité
Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
CNIE:
Taxe professionnelle n°
N° d'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur (ICE)
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)
ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR»

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

4. Cas d'une coopérative ou union de coopératives

La sociétéreprésentée par M :..... ..

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de local des coopérativesSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR»

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE.....	6
ARTICLE 3 : CONSISTANCE.....	6
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX APPLICABLES AU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 6 : VALIDITÉ ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 7 : PIÈCES MISES À LA DISPOSITION DU TITULAIRE	7
ARTICLE 8 : NANTISSEMENT	8
ARTICLE 9 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE.....	8
ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 11 : DÉLAI DE LIVRAISON	9
ARTICLE 12 : NATURE DES PRIX.....	9
ARTICLE 13 : CARACTÈRE DES PRIX.....	9
ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE-CAUTIONNEMENT DÉFINITIF.....	9
ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITÉS.....	10
ARTICLE 17 : DÉLAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 18 : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE.....	10
ARTICLE 19 : MODALITÉS ET CONDITIONS DE LIVRAISON.....	11
ARTICLE 20 : MAINTENANCE.....	11
ARTICLE 21 : SUIVI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 22 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 23 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT	12
ARTICLE 24 : RÉCEPTION PROVISOIRE	12
ARTICLE 25 : RÉCEPTION DÉFINITIVE.....	13
ARTICLE 26 : PÉNALITÉS POUR RETARD.....	13
ARTICLE 27 : DROITS D'ENREGISTREMENT.....	13
ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	13
ARTICLE 29 : CAS DE FORCE MAJEURE	13
ARTICLE 30 : RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 31 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	14
ARTICLE 32 : DESCRIPTION TECHNIQUE	15
MODÈLE BORDEREAUX DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF.....	18

CHAPITRE I : CLAUSES AMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : Achat et installation de matériel technique pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), en lot unique.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché issu du présent appel d'offres est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption à Rabat représenté par son Président.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en l'achat et l'installation du matériel technique dont les désignations et les spécifications techniques sont définies au niveau du chapitre II du présent CPS.

L'objectif de l'acquisition de ce matériel est de :

- Installer un système de climatisation redondant pour maintenir la température de la salle à un niveau optimal ;
- Organiser les équipements de manière plus efficace ;
- Protéger tous les équipements contre les risques de coupure d'électricité par l'acquisition d'un onduleur secondaire ;
- Renforcer la sécurité physique de la salle.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché comprennent :

- 1 - l'acte d'engagement ;
- 2 - le cahier des prescriptions spéciales ;
- 3 - le bordereau des prix détail estimatif ;
- 4 - le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption ;
- Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;

- Dahir n°1-00-91 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n°17-97 sur la protection de la propriété intellectuelle ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat.
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n°2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n° 2 16 344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n° 1982-21 du 9 jourmada I 1443 (14 décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Tous les textes réglementaires complétant et modifiant les textes précités.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 142 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du présent marché.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Après la notification de l'approbation du marché, l'INPPLC remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme des documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article 4 précité comme constitutives du marché telles qu'indiquées ci-dessus ; à l'exception du cahier des clauses administratives générales applicable au marché de travaux.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 13 du CCAG-T.

ARTICLE 8 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il sera fait application des dispositions du Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur le Président de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption.**

2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

4- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par **l'agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

5- Le maître d'ouvrage remet au titulaire une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Toutes les correspondances relatives au marché sont valablement adressées au domicile du titulaire indiqué au préambule du marché.

Le titulaire du marché doit se conformer à l'article 20 du CCAG-T.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le corps d'état principal du marché.

Les prix ci-après ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

Prix n° : 1,2,3,4,5,6,7 et 8.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment les très petites, petites et moyennes entreprises installées au Maroc y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les autoentrepreneurs, conformément à l'article 149 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 11 : DELAI DE LIVRAISON

Le titulaire devra livrer le matériel technique objet du présent appel d'offres dans un délai de **soixante (60) jours**.

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison du matériel.

ARTICLE 12 : NATURE DES PRIX

1. Le présent marché est à prix unitaires.
2. Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.
3. Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire du marché une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison du matériel.

ARTICLE 13 : CARACTERE DES PRIX

Le présent marché est passé à prix fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE-CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **3 700,00 DHS (Trois mille sept cent dirhams)**.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif devra être constitué dans les 20 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.

Si Le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif ou la caution qui le remplace sera restitué à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITES

Le titulaire du marché doit adresser à l'INPPLC, avant tout commencement d'exécution du marché, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 17 : DELAI DE GARANTIE

Conformément à l'article 75 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est fixé à un (1) an à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire du marché sera tenu, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de mauvaise qualité, anomalies ou défauts constatés, sans pour autant que ces fournitures supplémentaires puissent donner lieu au paiement à l'exception toutefois, de celles résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 18 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le titulaire du marché garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire du marché le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 19 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1-Modalités de livraison

La livraison du matériel objet du présent appel d'offres devra être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché et sous sa responsabilité aux locaux de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, sise à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 3ème étage, Hay Ryad Rabat. Il supporte les conséquences de toute perte, avarie ou retard dû au transport jusqu'au lieu de livraison et d'installation désigné par le Maître d'ouvrage.

Le matériel livré doit être accompagnées d'un bulletin de livraison établi en trois exemplaires.

Ce bulletin doit indiquer :

1. La date de livraison ;
2. La référence au marché ;
3. L'identification du titulaire du marché ;
4. L'identification du matériel livré (n° du marché, n° de l'article, désignation et caractéristique du matériel, quantités livrées...etc.).

La livraison du matériel technique sera constatée par la signature du représentant du maître d'ouvrage et le titulaire du marché du bon de livraison.

Toute livraison de matériel doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés. Avant toute livraison de matériel, le titulaire du marché doit faire parvenir un préavis d'au moins trois (3) jours au maître d'ouvrage.

2- Conditions de livraison

La livraison du matériel s'effectue à l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, sise à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 3ème étage, Hay Ryad Rabat, en présence des représentants du maître d'ouvrage et du titulaire du marché.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre le matériel indiqué dans le marché et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement du matériel non-conforme.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction du matériel jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au titulaire du marché et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement du matériel refusé, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 20 : MAINTENANCE

Au cours de la période de garantie, le titulaire doit assurer la maintenance des équipements objet du marché. Les services de maintenance doivent être réalisés dans les locaux de l'INPPLC.

Ils doivent, le cas échéant, faire l'objet de remplacement par d'autres équipements similaires neufs. Le titulaire doit notamment respecter à ce titre les engagements énumérés ci-après :

La disponibilité d'une écoute du maître d'ouvrage pour le traitement des incidents et les problèmes matériels ;

Le remplacement de toutes les composantes défectueuses ;

L'engagement d'intervenir dans un délai maximum de 8 heures ouvrées à compter de l'heure de réception de la demande d'intervention.

Le cas où la panne nécessite plus de 2 jours pour sa réparation, le titulaire du marché doit mettre à la disposition de l'INPPLC un équipement similaire de remplacement à titre provisoire, et ce durant toute la période de réparation de l'équipement en panne.

ARTICLE 21 : SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Un Comité de suivi dont les membres seront désignés par le Maître d'ouvrage du projet est institué pour suivre l'exécution des prestations objet du présent appel d'offres avec le prestataire en vue de :

- Assurer le suivi de la mise en œuvre des différentes étapes du projet ;
- Mettre à la disposition du prestataire la documentation, les informations et les données techniques nécessaires au bon déroulement de l'exécution des livraisons et installations objet du marché découlant du présent appel d'offres ;
- Veiller au bon déroulement opérationnel de l'exécution des livraisons et installations.

ARTICLE 22 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

1-Le titulaire du marché sera tenu de provoquer lui-même toutes les instructions qui pourraient lui manquer. Il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître d'Ouvrage ;

2-Le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à l'indemnité ou plus-value pour la gêne et les sujétions jusqu'au lieu de livraison ;

ARTICLE 23 : MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, le titulaire du marché est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en trois (3 exemplaires) et dépôt électronique de la facture sur la plateforme GID-FOURNISSEURS, le cas échéant, décrivant le matériel livré et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant, et du montant de la retenue de garantie.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au Compte bancaire ouvert à son nom, indiqué dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

ARTICLE 24 : RECEPTION PROVISOIRE

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du titulaire ou de son représentant, de la conformité du matériel livré aux spécifications techniques du marché, conformément aux modalités et conditions prévues dans l'article 19 ci-dessus.

Le matériel livré, sont soumis à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards du

matériel technique avec le descriptif du matériel indiqué sur le bordereau des prix détail estimatif, et aux spécifications techniques du chapitre II, ou par comparaison avec les prospectus déposés par le titulaire du marché.

Cette réception sera constatée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le titulaire du marché.

ARTICLE 26 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir réalisé la livraison du matériel dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché conformément à l'article 65 du CCAG-T. Ce montant est celui du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire du marché de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant des pénalités est plafonné à huit (08)% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE 27 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Le prestataire s'acquitte des droits d'enregistrement conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire du marché ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire du marché ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 29 : CAS DE FORCE MAJEURE

Sont applicables les dispositions de l'article 47 du décret n°2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat.

Les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- la neige : 50 cm
- la pluie : 70 mm
- le vent : 70 km/h
- le séisme : 5 degré sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 30 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, et celles prévues à l'article 69 du CCAG-Travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 31 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le titulaire du marché, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81, 82, 83 et 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 32 : DESCRIPTION TECHNIQUE

Les équipements techniques à acquérir dans le cadre de cet appel d'offres se présentent comme suit :

PRIX N°1 : Onduleur

Ce prix rémunère:

- Un onduleur 20kVA 18kW VFI triphasé on-line 6 min : Il offre une puissance suffisante pour protéger les équipements techniques et réseau, et il dispose d'une fonction de transfert automatique en cas de coupure de courant ;
- Une carte SNMP pour onduleur : Cette carte SNMP permet de surveiller l'état de l'onduleur à distance. Elle est utile pour détecter les pannes et prendre des mesures correctives en cas de besoin ;
- La fourniture, l'installation, la configuration et la mise en service.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN° 1

PRIX N°2 : PDU

Ce prix rémunère:

- Un PDU Rack 20 alimentations C13 4C19 CA 230 V 32A + disjoncteur : Pour distribuer l'alimentation à plusieurs équipements informatiques et réseau. Il est équipé de 20 prises C13 et 4 prises C19, et il dispose d'un disjoncteur pour protéger l'installation électrique en cas de surcharge ;
- Un socle prise 2P+T industriel- 32A-220V : Ce socle prise est nécessaire pour connecter le PDU à l'alimentation électrique ;
- La fourniture, l'installation et la mise en service.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN°2

PRIX N°3 : SWITCHS DE TRANSFERT AUTOMATIQUE

Ce prix rémunère:

- Un Switch de transfert automatique 1U : Ce switch de transfert automatique permet de basculer l'alimentation de l'armoire informatique vers un branchement de secours (PDU) en cas de défaillance du premier. Il est utile pour éviter la perte de données et les pannes des équipements informatiques.
- La fourniture et l'installation la configuration et la mise en service.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN°3

PRIX N°4 : EQUIPEMENT POUR RACK

Ce prix rémunère :

- Un plateau modem pour équipement 19"1U prof 280mm noir : Ce plateau modem est nécessaire pour installer un modem dans le rack informatique. Il est équipé d'un trou pour le passage des câbles et d'un support pour le modem.

- Deux (2) Passe câble 19" 1 axe 1U : Ce passe-câble permet de faire passer les câbles électriques et réseau dans le rack informatique. Il est nécessaire pour éviter les enchevêtrements de câbles et pour assurer une bonne circulation de l'air ;
- L'installation la configuration et la mise en service.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN°4

PRIX N°5 : MODULE GSM/GPRS

Ce prix rémunère :

- Un plateau modem pour équipement 19"1U prof 280mm noir : Ce plateau modem est nécessaire pour installer un modem dans le rack informatique. Il est équipé d'un trou pour le passage des câbles et d'un support pour le modem.
- Deux (2) passe câble 19" 1 axe 1U : Ce passe câble permet de faire passer les câbles électriques et réseau dans le rack informatique. Il est nécessaire pour éviter les enchevêtrements de câbles et pour assurer une bonne circulation de l'air.
- L'installation, la configuration et la mise en service.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN°5

PRIX N°6 : MATERIEL DE CONTROLE D'ACCES

Ce prix rémunère :

- Une ventouse magnétique 500kg : Cette ventouse magnétique est utilisée pour installer une porte coupe-feu dans la salle informatique. Elle est capable de supporter une charge de 500kg ;
- Un support ventouse magnétique en Z/L 500kg : Ce support ventouse magnétique est utilisé pour fixer la ventouse magnétique à la porte coupe-feu ;
- L'installation, la configuration et la mise en service.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN°6

PRIX N°7 : CLIMATISEUR

Ce prix rémunère :

- Un climatiseur split system mural 18000 BTU : Il offre une puissance suffisante pour maintenir la température de la salle à un niveau optimal ;
- Un support de fixation ;
- Un tube cuivre de 20 mètres : Ce tube cuivre est utilisé pour connecter le climatiseur au circuit frigorifique ;
- L'installation la configuration et la mise en service y compris l'installation d'un système d'évacuation sur le toit du bâtiment pour les condensats des climatiseurs.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN°7

PRIX N°8 : BOÎTE DE BASCULEMENT AUTOMATIQUE

Ce prix rémunère :

- Boîte de basculement automatique type SNMP ZXT MAT2 : Cette boîte de basculement automatique permet de basculer le système de climatisation vers une source de secours en cas de coupure de courant. Elle est utile pour éviter la perte de données et les pannes des équipements informatiques.
- L'installation, la configuration et la mise en service.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN°8

PRIX N°9 : OUTILS DE MAINTENANCE ET DIAGNOSTIC

Ce prix rémunère :

- Un testeur professionnel de câble réseau ;
- Une pince réseau RJ45 ;
- Une étiqueteuse professionnelle portable – AZERTY.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures au prixN°9

PRIX N°10 : Câble réseau Ethernet RJ45 0.5M Cat. 6

Ce prix rémunère la fourniture de câble réseau Ethernet RJ45 0.5M Cat. 6.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN°10

PRIX N°11 : CÂBLE RÉSEAU ETHERNET RJ45 1M CAT. 6

Ce prix rémunère la fourniture de câble réseau Ethernet RJ45 1M Cat. 6.

Prix payé à l'unité y compris toutes sujétions de fournitures et d'installation au prixN°11

MODELE BORDEREAUX DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

Objet : Achat et installation de matériel technique pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC)

Prix n°	Désignation	Unité de mesure	Quantité	PU HT	PT HT
1	Onduleur	U	1		
2	PDU	U	4		
3	Switch de transfert automatique	U	2		
4	Equipement pour Rack	U	10		
5	Module GSM/GPRS	U	1		
6	Matériel de contrôle d'accès	U	1		
7	Climatiseur	U	2		
8	Boite de basculement automatique	U	1		
9	Outils de maintenance et diagnostic	U	1		
10	Câble Réseau Ethernet RJ45 0.5M Cat. 6	U	50		
11	Câble Réseau Ethernet RJ45 1M Cat. 6	U	50		
				Total HT	
				TVA 20%	
				Total TTC	

Cahier des Prescriptions Spéciales

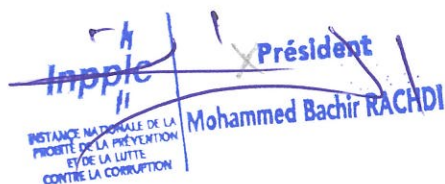
APPEL D'OFFRES N° 08/2023

Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Objet : Achat et installation de matériel technique pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC)

Imputation budgétaire : 1.2.2.2.0.55.000.106.00.10.32

Cachet et signature de l'INPPLC
(Maitre d'ouvrage)


Président
Mohammed Bachir RACHDI
INPPLC
INSTANCE NATIONALE DE LA
PROBITÉ DE LA PRÉVENTION
ET DE LA LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION

Cachet et signature du concurrent
(Lu et accepté manuscrite)